

Juillet 2017-07-12

Des agriculteurs ont déversé des tonnes de pêches devant le consulat d'Espagne à Perpignan ce mardi. Ils protestent contre la concurrence déloyale avec les producteurs espagnols.

Tôt ce mardi matin à Perpignan, les fruits avaient été symboliquement recouverts d'un drapeau français. Ces quelques deux tonnes de pêches ont été déversées par des agriculteurs en colère devant le consulat d'Espagne de la ville des Pyrénées-Orientales.

Ce geste est censé servir de piqure de rappel. En raison des prix bas, le marché de fruits et légumes français est tendu et la région de Perpignan, haut-lieu de la production de fruits à noyaux, est particulièrement sujette à la concurrence des pays environnants.

Une action symbolique, pas un incident diplomatique

Ce sont la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (**FDSEA**), le Centre départemental des Jeunes agriculteurs (**CDJA**) et le **Syndicat des Vignerons des Pyrénées-Orientales**, un département frontalier de l'Espagne, qui ont donné l'impulsion à ce mouvement.

Une **cinquantaine d'agriculteurs** étaient présents lors de cette action à Perpignan. Yves Aris, le président de la FDSEA, a souligné «une distorsion de prix avec l'Espagne».

«On fait aujourd'hui devant le Consulat d'Espagne une action symbolique. On aurait pu brûler le drapeau, créer un incident diplomatique. On ne l'a pas fait», souligne Yves Aris

Un marché français brisé

«Le problème, c'est que les exploitations espagnoles, qui utilisent des Roumains, cassent le marché», souligne ce dernier.

L'Espagne n'est pas le seul pays montré du doigt. «En **Italie**, c'est une véritable mafia qui fait travailler pour presque rien les migrants dans les exploitations. La pomme de terre du **Portugal** arrive à Saint-Charles (le marché international des fruits et légumes de Perpignan) moins cher que le seul prix du conditionnement», a assuré le président de la FDSEA.

A 1,50 euro le kilo, la pêche n'a pas la forme

Alors pourquoi déverser des pêches ? « Le prix du kilo tourne autour de 1,50 euro conditionné. Il faudrait qu'on le vende à 1,70 euro pour être un peu à l'aise», explique Yves Aris.

Entre 1967 et 2015, **la production de fruits a fortement baissé dans le département des Pyrénées-Orientales**. La raison essentielle serait la concurrence espagnole. La production d'abricots est passée de 67 000 à moins de 14 000 tonnes, celle de tomates de 37 000 à moins de 19 000 et la production de pommes s'est effondrée, passant de 16 400 à 2 610 tonnes.

Seul le secteur des pêches, nectarines et brugnons résiste encore et a même légèrement augmenté (+5%), passant de 59 500 à plus de 62 000 tonnes, selon les chiffres du ministère de l'Agriculture.

Les fruits espagnols bénéficient également d'une **météo plus favorable**. Ainsi, ils arrivent

sur les marchés français et européens avant ceux des Pyrénées-Orientales et à des prix bien moins élevés.

Un objectif : le juste prix

«Aujourd'hui, les exploitations sont fragiles, les trésoreries faibles. **Il faut réexpliquer au consommateur** que notre produit a un prix, a insisté Yves Aris. Notre combat aujourd'hui, c'est la rémunération du travail par le prix».

Une réunion aura lieu ce jour au ministère avec la filière fruit de la FNSEA: «L'objectif, c'est le prix. On a entendu de belles choses, on attend des actes. Aujourd'hui, on est calme. On attend», a conclu Yves Aris face aux médias ce matin.

Les réseaux sociaux, comme pour chaque action de ce type, voient les choses autrement en déplorant le **gâchis alimentaire**.